

**Réflexions et recommandations sur la réussite
scolaire et son contraire, le décrochage scolaire,
plus particulièrement chez les femmes autochtones
du Québec**

Soumis par le Conseil québécois des associations de la FCFDU

Le 28 novembre 2016

Le Conseil québécois des associations de la FCFDU (Fédération des femmes diplômées des universités) qui comprend cinq associations a pour mission, entre autres, de promouvoir les études supérieures chez les femmes. Ceci par l'octroi de bourses d'études ou par d'autres formes d'aide selon les besoins. Or, ces dernières années il a été décidé d'accorder une importance particulière à l'éducation des femmes autochtones. Ce dossier a été plus spécifiquement travaillé par le club AFDU-Québec qui y a mis beaucoup de temps et d'énergie. C'est pourquoi nous assumons la réalisation de ce document.

Suite à diverses rencontres, comptes-rendus, ateliers de travail, visites dans des réserves, entretiens avec plusieurs intervenants dont la directrice du CDFM à Wendake, il a été réalisé combien il est difficile, voire même impossible parfois pour les femmes autochtones d'obtenir un diplôme d'étude, que ce soit au secondaire, au cegep et encore moins à l'université. Pourquoi? Le but de ce document est de mettre en évidence les raisons qui expliquent ces difficultés et de proposer quelques pistes de solutions.

Les autochtones ont un bagage culturel et social différent du nôtre. Il n'est pas nécessaire de le répéter. Ils sont attachés à certaines valeurs qui leur sont propres et que nous n'avons pas à juger. Leur mode d'apprentissage est différent et leurs besoins aussi. Il s'agit donc ici de voir si les conditions qui leur sont proposées pour poursuivre, ou même commencer leur scolarité sont adaptées à ce qu'ils sont comme nation. Nous répétons ici que nous nous préoccupons plus spécifiquement de l'avenir scolaire des jeunes femmes autochtones.

Le décrochage est un phénomène qui surgit quand un individu ne voit pas ce qui lui est proposé comme étant porteur d'avenir. Il peut aussi survenir quand ce qui lui est proposé est complètement hors de sa portée et qu'alors la solution est de s'en détacher et d'emprunter une autre voie, celle qui, on le sait, ne l'amènera nulle part sauf de rester dans un univers malsain et sombre.

Dans le document présenté pour les consultations publiques concernant la réussite scolaire et le décrochage, l'axe II se lit ainsi :

***Un contexte propice au développement, à l'apprentissage
et à la réussite***

C'est à partir de cet axe que nous désirons apporter nos commentaires et nos pistes de solutions.

Pour commencer, quelques exemples du discours qui dure depuis tant d'années, toujours le même...

Lors d'une table ronde en 2010...

Madame **Désirée Nsanzabara**, analyste au CEPN sur le système éducatif des Premières Nations au Québec, a brossé un tableau plutôt sombre du grand écart qui existe entre les chances éducatives accordées aux Québécois et celles des Premières Nations : subventions inégales, sous-financement au niveau des bibliothèques, du support informatique, difficulté d'avoir un personnel enseignant stable, indice de défavorisation ignoré, logements inadéquats, etc. Elle a fait valoir **les différences d'approche éducative entre les Québécois francophones ou anglophones et les jeunes des réserves des Premières Nations, notamment en ce qui a trait à la langue, à la culture, à l'identité et la fierté de la race etc.** Comme exemple de difficulté elle a cité l'examen de fin du secondaire qui se passe en français ou en anglais, langues secondes pour les jeunes des Premières Nations... **La démotivation est donc aux portes!**

Madame **Marie-Laure Tremblay**, étudiante en anthropologie et vice-présidente du conseil de l'Association étudiante autochtone de l'Université Laval, elle-même autochtone de mère, s'est attardée aux difficultés d'intégration des étudiantes à leur arrivée à l'université. Elle constate que la majorité de celles-ci abandonnent leurs études après une ou deux sessions. Les raisons premières en sont que : **trois années d'études pour un baccalauréat leur semble trop long; elles veulent retourner chez elles le plus rapidement possible pour participer à la vie communautaire de leur milieu et maintenir les liens avec leur famille et les anciens pour conserver le savoir-faire et les coutumes : plusieurs sont des mères monoparentales qui tentent un retour aux études et qui ont dû laisser leurs enfants et en conséquence, l'éloignement leur est trop difficile à supporter.**

Madame **Nancy Etok**, autochtone de souche, qui travaille comme conseillère auprès des élèves dans l'école de son village de 800 habitants. Elle a parlé des 235 élèves qui fréquentent la même école du primaire au cinquième secondaire. **Elle a surtout parlé des efforts immenses déployés pour tenter d'encourager, de supporter et de garder à l'école ceux et celles qui, pour toutes sortes de raisons sociales, familiales ou personnelles, abandonnent ou veulent abandonner leurs études.** Plusieurs activités plus concrètes et plus près de leur milieu d'origine (chasse, pêche, fabrication artisanale) sont mises sur pied avec succès pour permettre à ces jeunes de rester en contact avec l'apprentissage scolaire quotidien tout en conservant leur identité première.

Peu importe les discussions, le constat demeure le même. **Le système d'éducation unique au Québec ne permet pas aux autochtones de réaliser un cheminement scolaire satisfaisant** et, surtout, ne leur permet pas de devenir indépendants et libres de

leur parcours. Si pour l'ensemble des autochtones, le cheminement scolaire est ardu, ne l'est-il pas encore plus pour les femmes qui, elles, sont souvent très jeunes, responsables d'enfants et doivent les abandonner pour accéder à un enseignement et conséquemment obtenir un diplôme.

Quelques faits:

- Certaines écoles du nord ont fermé les cours de quatrième et cinquième secondaire faute de financement. Donc, l'exil est l'option si on veut continuer.
- Il n'y a aucune subvention venant du gouvernement fédéral pour les jeunes autochtones qui entreprennent une formation professionnelle telle qu'offerte au secondaire au Québec.
- Il n'y a aucune formation pour les adultes dans la plupart des communautés. Or, nous savons que les jeunes filles plus spécifiquement, désirent faire un retour aux études après une grossesse.

Les examens sont en français, une énorme pierre d'achoppement pour l'obtention du diplôme au secondaire. La conséquence? Pas d'accès à la formation professionnelle, donc le BS.

Les deux paliers de gouvernement, fédéral et provincial se lancent la balle depuis toujours quant au partage des responsabilités et des interventions susceptibles de susciter une amélioration des conditions existantes.

Nos pistes de solutions

Que l'argent nécessaire soit accordé pour que la formation professionnelle soit **dispensée au sein même des communautés autochtones.**

Puisque le gouvernement fédéral veut garder la main mise sur les autochtones qui vivent au Québec, qu'il subventionne la formation professionnelle telle qu'offerte au Québec.

Qu'une formation aux adultes devienne disponible **pour les femmes autochtones** à l'intérieur de leur communauté leur permettant un retour aux études après une grossesse.

Qu'impérativement, il y ait une augmentation significative d'enseignants de français alliée à des périodes supplémentaires d'enseignement destinées aux autochtones pour que ces derniers puissent envisager la réussite à l'examen de cinquième secondaire plutôt qu'un échec presque assuré.

Quelques informations supplémentaires

La formation professionnelle : une condition au développement

Un rapport du Conseil du Trésor du Canada (2004) établit à 58 % le taux de jeunes Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans les réserves qui n'ont pas atteint le niveau secondaire et à 41 % celui des jeunes vivant à l'extérieur des réserves. Compte tenu de la courbe démographique croissante des communautés, des besoins en main-d'œuvre et en développement économique dans les réserves, la situation est très problématique. On estime humblement que 20 % du potentiel humain des Premières Nations du Québec stagne depuis 15 ans en raison de l'absence d'arrimage entre les programmes d'Affaires indiennes et du Nord Canada avec ceux du Québec.

Le modèle unique du Québec

L'enthousiasme entourant la formation professionnelle observé dans le système scolaire québécois n'a pas connu son pareil du côté des Premières Nations. L'organisation de la formation professionnelle du système scolaire québécois est un modèle unique au Canada. Ailleurs au pays, les différents corps de métiers s'apprennent au postsecondaire, dans des collèges ou par apprentissage en entreprise. Comme il s'agit d'une particularité régionale, les programmes de financement du gouvernement fédéral élaborés pour l'ensemble des Premières Nations du Canada ne reconnaissent pas l'offre de services ni l'aide aux étudiants en formation professionnelle au secondaire.

La formation professionnelle n'est pas une option

Au quotidien, pour les bandes visées, c'est 20 % de la clientèle qui n'a pas accès aux allocations d'aide nécessaires pour poursuivre des études dans des programmes de formation professionnelle ou à une offre de services de formation aux métiers spécialisés ou semi-spécialisés dans leurs communautés. Pour les étudiants des réserves, la formation professionnelle n'est pas une option. Seule une clientèle ciblée de prestataires des programmes de développement des ressources humaines peut y accéder, à certaines conditions.

On trouverait injuste que le système de prêts et bourses refuse l'aide aux étudiants en formation professionnelle sous prétexte que la formation s'offre au niveau secondaire. Il serait tout aussi difficile d'envisager que l'on puisse refuser aux écoles et commissions scolaires les ressources nécessaires pour offrir une programmation diversifiée et compréhensive des besoins d'adolescents et d'adultes en formation.

Conclusion

Tout récemment, Monsieur Geoffrey Kelley, ministre responsable des Affaires autochtones déclarait qu'il fallait cesser de créer des comités ainsi que toutes formes de recherches qui n'aboutissent à rien et ne font que retarder les interventions qui apporteraient un véritable changement de cap pour permettre à tous ces jeunes autochtones de profiter d'une scolarisation libératrice. Ce sont de sages paroles. En espérant qu'elles soient écoutées et qu'ainsi le décrochage scolaire ne soit plus une option mais une chose du passé!

Rédigé et soumis par:

Godelieve De Koninck

Présidente d'AFDU-Québec